

M. Barnett: Une question supplémentaire. Le ministre peut-il dire à la Chambre quand il compte que la mesure sera rédigée et prête à subir la première lecture? Sera-ce assez tôt pour qu'on puisse l'étudier pendant que le projet de loi sur le contrôle de la pollution dans les eaux de l'Arctique est encore à l'étude?

L'hon. M. Jamieson: Ce sera peut-être impossible, monsieur l'Orateur, étant donné que l'issue du débat sur le projet de loi sur la pollution dans l'Arctique pourrait avoir des répercussions sur la rédaction des modifications à la loi sur la marine marchande du Canada. D'autre part, si au cours du débat on constate que la chose est peu probable, alors nous pourrions en faire la première lecture d'ici une quinzaine.

LES INONDATIONS

MANITOBA—LES QUOTAS DES FERMIERS SINISTRÉS

M. Gerald Richard Cobbe (Portage): Pour sauver les céréales qui n'ont pas encore été endommagées, le ministre a-t-il décidé d'accorder des quotas spéciaux aux cultivateurs du Manitoba dont les entrepôts ont été inondés?

L'hon. Otto E. Lang (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas reçu de rapport de la Commission canadienne du blé à ce sujet. Je remercie le député de m'avoir signalé la chose. Je m'entretiendrai sûrement avec la Commission de la possibilité d'agir dans ce sens.

MANITOBA—L'AIDE AUX SINISTRÉS

M. George Muir (Lisgar): Une question supplémentaire pour le premier ministre. Vu les dommages considérables causés aux habitations, aux maisons d'affaires et autres par la grave crue des eaux à Carman et dans d'autres régions du sud du Manitoba, le premier ministre songe-t-il à fournir de l'aide aux sinistrés pour alléger les lourdes pertes financières dues à ce que l'on considère comme la pire inondation de l'histoire dans la région?

M. l'Orateur: J'ai l'impression que le député revient sur le même sujet. Je n'ai peut-être pas saisi le sens de sa question. Elle me semble identique à celle qu'il a posée tout à l'heure. De toute façon, le premier ministre voudra peut-être y répondre.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Tout ce que je puis dire, c'est que nous [L'hon. M. Jamieson.]

attendons une évaluation et une estimation des dommages. S'il s'agit, comme par le passé, de partager avec le gouvernement provincial la valeur des dommages, il va de soi que nous sommes disposés à le faire. Je ne saurais donner de réponse précise avant d'être fixé sur l'étendue des dommages.

LES CÉRÉALES

LE BLÉ—LES CATÉGORIES EXIGÉES PAR LA CHINE

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Une question supplémentaire pour le ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé. Il paraît que des navires ont été retardés sur la côte ouest, devant attendre leur chargement dans le cadre des ventes à la Chine, parce que les céréales des catégories et des classes exigées faisaient défaut bien qu'il y eût amplement de place. Le ministre peut-il nous dire si l'on a remédié à la situation?

L'hon. Otto E. Lang (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, la cause de tout cela, c'est qu'un énorme navire est arrivé pour charger les céréales en question plusieurs semaines avant la date prévue. Grâce à l'expédition des céréales en régime de zones, nous allons pouvoir remédier rapidement à la situation.

L'AGRICULTURE

MODIFICATION POSSIBLE DE LA POLITIQUE RELATIVE AUX SUBVENTIONS À L'INDUSTRIE LAITIÈRE

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Merci, monsieur l'Orateur, de m'avoir donné l'occasion de poser une question très importante au ministre de l'Agriculture avant la fin de la période des questions orales.

Face au mécontentement général des producteurs de lait industriel et étant donné les manifestations qui se déroulent actuellement au Québec, notamment dans ma propre circonscription, à Sainte-Anne-de-la-Pocatière, en guise de protestation contre la politique laitière du gouvernement, l'honorable ministre a-t-il l'intention d'apporter des modifications ou de recommander qu'il en soit apporté à la politique laitière annoncée le 23 mars de manière à la rendre plus conforme aux besoins des producteurs laitiers, afin qu'ils soient plus satisfaits et que leur revenu soit moins «pénalisé»?

[Traduction]

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Nous avons l'intention d'avoir d'autres